

ACB

La lettre

Association de Culture Berbère Paris

Avril / Mai 2024

16 AVRIL – 11 MAI 2024

LE PRINTEMPS DES LIBERTÉS

Le mardi 16 avril 2024, l'ACB-Paris a donné le coup d'envoi de la première édition du Printemps des libertés.

Le Printemps des libertés est né d'une idée : mettre au cœur des commémorations des Printemps berbères, d'avril 80 et d'avril 2001, les aspirations et les luttes des peuples qui ne réclament rien d'autres, décidément, que le droit de vivre libres et heureux.

Liberté se dit *tilleli* en berbère. Il se dit *Svoboda* en ukrainien ; *azadi* en kurde ou en persan ; *houriya* en arabe, *azatut'yun* en arménien, *hɔɔɔɔɔɔ en bambara...* sa déclinaison pourrait emprunter la route des alévis, des rohingyas, des ouïghours, mais aussi celui des femmes, des libres penseurs, des persécutés... Partout, il est question de libertés : liberté culturelle, démocratique, individuelle, des femmes, liberté de vivre dans la dignité et le bien-être - incluant désormais le droit à une justice environnementale.

« Je suis un être humain : rien de ce qui est humain ne m'est étranger » écrivait déjà un berbère romanisé du III^e siècle avant JC. Le poète Térence incitait à la responsabilité, à l'engagement et la solidarité. Nous y sommes ! Dans le brouillard des incertitudes (migratoires, environnementales, démocratiques, guerrières...) perce comme un rêve : l'avenir sera nécessairement solidaire et c'est ensemble qu'il faudra écrire comment habiter un « monde commun ». « Rêve » se dit « *targit* » en kabyle, « *Targit* » l'une des plus belles chansons interprétées par Idir¹.

Les contours de ce monde commun se forment dans l'œuvre des artistes. Déjà, les mobilisations citoyennes, pacifiques, démocratiques et bien sûr culturelles du Printemps berbère et du Printemps noir, étaient comme portées, pensées, mises en mots et en musiques par ceux que Kateb Yacine appelait « *les maquisards de la chanson* ». L'art ne cessera jamais de féconder les imaginaires et d'ouvrir le chemin des possibles. Pour la génération



d'avril 80, la culture constitue le fondement de toute évolution démocratique, une « lumière d'horizon » comme l'a écrit l'une des figures du mouvement. En Algérie, et ailleurs dans la région, ailleurs dans le monde. En France aussi, où la culture, dans sa diversité, est l'antidote à l'enfermement et aux exclusions.

Rendez-vous culturel et artistique, le Printemps des libertés veut aider à faire société, et à faire société autrement. La liberté se construit avec l'Autre, dans la relation et la résonance. L'être libre est celui qui ne se détourne pas de la responsabilité du monde dans lequel il habite : plutôt que de n'obéir qu'à lui-même, il a le souci de relier et d'arpenter les pentes d'un chemin de savoir et de culture. C'est très exactement ce que chantait Idir dans *Tiyri bbwegdud*, sur des paroles du poète Ben Mohamed.

En 1980, répondant à une vilénie d'un journaliste aux ordres, l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri rappelait

L'entretien fleuve
d'Ameziane Kezzar

Se libérer
des obsessions identitaires

(P.3)

que la culture berbère est « une des "composantes" de la culture algérienne, elle contribue à l'enrichir, à la diversifier, et à ce titre je tiens (comme vous devriez le faire avec moi) non seulement à la maintenir, mais à la développer. »

Aider à « maintenir » la culture berbère telle est l'ambition du Printemps des libertés : faire découvrir des peuples, des patrimoines artistiques, des usages et des valeurs méconnus ou ignorés. Quand ils ne sont pas menacés. La culture berbère est l'un des plus vieux patrimoines de la Méditerranée, un patrimoine transfrontière, nord-africain qui unit les peuples par-delà les divisions nationales savamment entretenues. Ce Printemps des libertés sera comme un voyage en terre berbère ou amazighe, à travers musiques, chants, danses, œuvres littéraires, cinématographiques, théâtrales.

Il faudra aussi contribuer à « développer » cette culture. A une démarche patrimoniale, nécessaire mais parfois répétitive ou folklorisante, il s'agit aussi d'en traduire le souffle, la modernité, la créativité, ici et maintenant. Quarante-quatre ans après les mots de Mouloud Mammeri, Syqlone, jeune artiste amazighe franco-marocaine, déclare que « l'enjeu majeur c'est d'imaginer un futur avec ces cultures amazighes », avant d'affirmer qu'« Amazigh, c'est une idée politique. C'est une idée de liberté² ». Comme un printemps toujours recommencé.

1- Sur des paroles d'Ameziane Kezzar, enregistrée en 2013 dans l'album *Adrar inu*, elle résonne comme un lointain écho à *Tiyri bbwegdud* (*L'Appel du peuple*), chanson écrite par Ben Mohamed et enregistrée en 1976 dans le premier et fameux album *A vava inu va* : « *Tout peuple a besoin de liberté / Toute liberté a besoin de respect / Tout respect a besoin d'union / Toute union a besoin d'intelligence* ».

2- Voir le documentaire « *Ne les appelez pas "berbères" : Les femmes qui réinventent la culture Amazigh* », de Hajar Ouahbi. Tracks, ARTE 2024 (il sera diffusé à l'ACB le dimanche 21 avril à partir de 11h00).

Avril 1980, Le Printemps berbère - Tafsut Imazighen



Marche à Alger des militants de la cause amazighe en avril 1980.

10 mars. Au prétexte de risques de « troubles à l'ordre public », le Wali de Tizi-Ouzou interdit la conférence de Mouloud Mammeri sur *Poèmes kabyles anciens*. Accompagné par Salem Chaker, son véhicule est intercepté à Dra Ben Khedda.

11 mars. Entre 200 et 500 manifestants - étudiants et enseignants surtout - défilent dans Tizi-Ouzou en scandant des mots d'ordre en faveur de la reconnaissance de l'identité et de la langue amazighes et des slogans contre le pouvoir dont « *naâya di lbat'el !* » (« nous en avons marre de l'injustice ! ») et « *anerez wala neknu !* » « nous briserons mais ne plierons pas ». Le mouvement gagne d'autres localités de la région.

Nuit du 12 au 13 mars. Entre Boudouaou et Tizi-Ouzou, la plupart des pancartes routières et des abris d'arrêts de bus, sont recouverts d'inscriptions portant : « *Démocratie* », « *Halte au génocide culturel* » et « *Tous opposants* ».

19 mars. Occupation par le personnel de l'hôpital de Tizi-Ouzou.

20 mars. Kamel Belkacem publie dans *El Moudjahid* un article intitulé « *Les donneurs de leçons* » dans lequel il s'attaque violemment à Mouloud Mammeri. La réponse de Mammeri ne sera pas publiée par le journal.

26 mars. Près d'un millier d'étudiants manifestent à Tizi-Ouzou. La police n'intervient pas.

30 mars. A Paris, le comité de défense des droits culturels en Algérie (CDDA) appelle à un rassemblement silencieux devant l'ambassade d'Algérie.

7 avril. Manifestation à Alger. Entre 500 et 600 personnes se regroupent Place du 1^{er} Mai. Sous des banderoles affichant « *Démocratie et Tamazight* », « *culture populaire* », « *liberté d'expression* », « *le berbère n'est-il pas une langue algérienne ?* », « *démocratie culturelle* ». La manifestation est brutalement réprimée, 117 personnes sont arrêtées (Hend Sadi). La réponse de Mouloud Mammeri à Kamel Belkacem sera ronéotypée et distribuée par les étudiants, en Algérie et en France.

7 avril. A Paris, une marche de soutien au mouvement de protestation est organisée.

8 avril. Suite aux arrestations survenues la veille, l'université de Tizi-Ouzou est occupée et un Comité contre la répression est formé. En Kabylie, plusieurs milliers de paysans de Aïn El Hammam et Larbâa Nat Yiraten marchent sur Tizi-Ouzou.

9 avril. Le mouvement s'étend et des comités de vigilance et de soutien se créent dans de nombreux villages de Kabylie.

10 avril. Après un mois de mobilisation, le Wali Sidi Said organise une contre-manifestation de soutien à la « *direction révolutionnaire* » et contre la « *réaction interne* ».

11 avril. Publication de la réponse de Mouloud Mammeri à Kamel Belkacem sous le titre "*Le malaise kabyle*" par le journal *Le Matin de Paris*.

16 avril. Décidée pour réagir à la provocation de la manifestation du 10 avril, une grève générale paralyse toute la région.

17 avril. Le Président Chadli déclare nous « *avons frappé le colonialisme à la tête, il continue de remuer la queue* ».

20 avril. En pleine nuit, l'opération Mizrana est déclenchée. Brutale, la répression se solde par des centaines de blessés et des milliers d'arrestations (2000 selon Hend Sadi). La Kabylie est coupée du monde. Les prisons, les geôles des commissariats, de la sécurité militaire, de la gendarmerie débordent. 24 personnes arrêtées seront accusées d'atteintes à la sûreté de l'État. Ils seront déférés devant la cour de Sûreté de l'État. Il s'agit d'Arezki Abboute, Ahmed Aggoun, Idir Ahmed-Zaïd, Arezki Aït Larbi, Rachid Aït Ouakli, Ali Cheikh Mohand Ourabah, Mustapha Bacha, Achour Belghezli, Kamal Benaoume, Maamar Berdous, Salah Boukrif, Ali Brahimi, Mokrane Chemime, Rachid Halet, Saïd Khelil, Gérard Idris Lamari, Mouloud Lounaouci, Mohand Naït Abdella, M'hamed Rachedi, Mouloud Sadi, Saïd Sadi, Mohand Stiet, Aziz Tari et Djamel Zenati.

24 avril. Après trois jours de grève générale, les affrontements baissent en intensité.

25 avril. A Paris, à 17 h, l'ambassadeur d'Algérie est reçu au quai d'Orsay. 50 minutes plus tard, le préfet de police interdit la marche de soutien aux victimes de la répression prévue pour le lendemain, au prétexte de « *risque de troubles de l'ordre public* ».

26 avril. Malgré l'interdiction, le Comité de défense des droits culturels en Algérie maintient son appel. 400 personnes (sur 500 manifestants) sont interpellées, fouillées, photographiées et fichées. L'Amicale des Algériens avait dépêché quelques 200 provocateurs pour l'occasion.

3 juin. La pétition du Comité international de soutien aux victimes de la répression en Algérie recueille 140 signatures de personnalités universitaires et artistiques.

25 juin. Journée de soutien aux détenus à Tizi-Ouzou. A 20 heures, la mise en liberté provisoire des 24 détenus de Berrouaghia est annoncée pour le lendemain.

Août. Séminaire de Yakouren.

Les chantiers des Printemps berbères

Avril 80 et le Printemps berbère, comme Avril 2001 pour le Printemps noir, figurent comme deux dates gravées dans l'histoire contemporaine algérienne. La première parce qu'elle marque une rupture et réinscrit la marche d'un pays dans sa propre histoire. Rupture avec deux décennies d'humiliation, de silence et de peur. Renaissance, par la réappropriation de l'esprit de la contestation de 1949 et du Congrès de la Soummam. La seconde pour ce que la tragédie révèle du mépris des autorités pour le peuple algérien, mais aussi pour cette autre forme de réappropriation que sera l'émergence de capacités d'auto-organisation d'un mouvement citoyen, capable en particulier de contenir les débordements d'une partie de la jeunesse exaspérée par la violence et l'impunité des forces de l'ordre. Au cœur de ces mobilisations si différentes, il y a le souci, porté parfois jusqu'à l'héroïsme, tant les provocations et les exactions furent grandes, d'apparaître dans la pleine lumière d'un jour nouveau et de le faire pacifiquement. Ainsi, une nouvelle génération rompit avec les méthodes des aînés et osa déshabiller le régime de ses derniers oripeaux.

L'histoire de ces mobilisations reste à faire. Telle est la mission des historiens notamment. Mission académique mais aussi mission démocratique, au fondement d'une nation enfin rassemblée et libre. Si malgré les témoignages de nombreux acteurs, cette Histoire reste à écrire, que dire alors des histoires individuelles, de ces journées vécues à hauteur d'hommes et de femmes engagées ou emportées par les vents violents de l'Histoire collective ? Que dire des joies et des peines, des attentes et des espérances, des rencontres et des chemins nouveaux ? Que dire des deuils, des corps meurtris, des familles entières abandonnées à leur malheur, seules face au vide. Des femmes et des hommes jamais sortis sans doute de ce Printemps noir, noir du sang de plus de 130 victimes et de 10 000 blessés. Ces broyés et ces traumatisés de l'Histoire auxquels l'universitaire Ali Guenoun, dans sa grande sensibilité, demeure attentif.

Ces « vies oubliées », ces « voix », ces « corps », pour reprendre (et s'inspirer) des travaux de l'historienne Arlette Farge, attendent leurs chroniqueurs, leurs sociologues, leurs thérapeutes, leurs biographes, mais aussi leurs écrivains et leurs poètes (lire Salah Oudahar). Printemps berbère et Printemps noir demeurent un vaste chantier, riche d'études à venir, de découvertes et de renouveau escompté. Riche d'une universelle aspiration, celle de la liberté et de la dignité.

La détermination des « vies oubliées »

Ils étaient lycéens, collégiens, étudiants, travailleurs à porter jusqu'aux coins les



Libération des 24 détenus d'avril 80 de la prison de Berouaghia

plus reculés de la Kabylie le bruit de la grande ville. Ils étaient villageois, femmes et hommes réunis, à se lever d'un bloc et descendre de la montagne pour en découdre, pour dire leur solidarité et leur adhésion. Qui aida à diffuser l'appel à grève générale du 16 avril 1980, la première depuis l'indépendance ? Ce furent des marchands ambulants et, au-delà de Tizi-Ouzou, des femmes de ménage. Les femmes furent de la « bagarre » écrit Saïd Khellil qui se souvient d'« une image » : « celle des lycéens se jetant dans la bataille. On avait tenu une réunion avec eux, chez eux. Et là, on a été revigoré par leur détermination et leur courage. Et puis il y avait cette déferlante : la population. C'est une image grandiose. Le sentiment de liberté est contagieux, c'est une des leçons de ces journées ». Ce sont encore des anonymes, citoyennes et citoyens de l'ombre qui s'organisent pour sustenter, ravitailler, régaler même les militants et les animateurs de la contestation, réunis au QG de coordination installé dans l'hôpital de Tizi-Ouzou. « Sans vraiment nous surprendre, le soutien de la population nous dopait et nous conduisait à des réactions où le sérieux et l'audace n'excluaient pas l'amusement » rappelle Saïd Sadi.

Après des années d'humiliations et de déni d'une identité collective, « l'indignation » écrit Saïd Sadi « était à son comble ». Dans la cocotte-minute de l'exaspération, l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri fit exploser la soupape qui comprimait l'élan vital de la population, de sa jeunesse en particulier. La dynamique populaire allait contribuer à tout emporter sur son passage. L'histoire, populaire cette fois, de ces journées, reste à écrire.

Les vieilles ficelles totalitaires

La génération d'avril 80 se souviendra de la crise de 1949 au sein du mouvement

national, Tirant le bilan de décennies de silence et de répression, elle affirme que la légitimité culturelle du mouvement est le préalable qui permettra de jouer pleinement son rôle dans le pays. Elle fait de la revendication identitaire berbère non seulement une revendication se justifiant par elle-même mais aussi une exigence de la démocratie. Dès le 11 mars, au lendemain de l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri, résonnaient dans les rues de Tizi Ouzou des slogans appelant à « barrer de la répression contre la langue tamazight », à « la reconnaissance officielle de la langue tamazight » mais aussi à la « liberté d'expression » et aux revendications des libertés démocratiques. Non contente de récuser les choix identitaires et culturels du pouvoir, elle contestait le régime du parti unique, réfutait sa définition de la nation. Si la question identitaire était au fondement de ces mobilisations, elles furent aussi un élan démocratique. Pourtant, regrette Saïd Khellil, « les autres régions ne suivent pas ».

Il faut dire que le régime algérien utilisa toutes les vieilles ficelles expérimentées dans le mouvement national. Vieilles ficelles des régimes totalitaires utilisées contre les opposants et autres dissidents : en Union soviétique hier, en Chine, en Iran, en Russie et en Algérie encore aujourd'hui. Il y eut les techniques d'infiltration (la fameuse Sécurité militaire), de surveillance, les bassesses des manipulations et des corruptions. Sur le fond, chacun, du petit notable local et autre folliculaire aux ordres, jusqu'à la présidence, en passant par les responsables régionaux et nationaux, n'a eu de cesse d'accabler les contestataires, les accusant de « régionalisme », de « séparatisme », de se dresser contre l'unité nationale, d'être « à la solde de l'étranger », agitant le spectre du « complotisme », de la manipulation extérieure et, spécificité nationale, de brandir l'arme de la collusion avec l'ex-colonisateur. ▶

► Ce que fit Kamel Belkacem dans El Moudjahid le 20 mars 1980 ou le président Chadli dans un discours prononcé le 17 avril, où il avertit, menaçant : nous « *avons frappé le colonialisme à la tête, il continue de remuer la queue* ». Ces vieilles et grosses ficelles muselaient jusqu'à l'esprit de certains contestataires. Hend Sadi qui avait proposé que les manifestants du 11 mars 1980 entonnent le chant « *Kker a mmis amazigh* » se souvient de son « *étonnement* » face aux réactions : « *on ne connaissait pas ce chant. Mieux encore, cet hymne était devenu suspect quand j'ai expliqué qu'il avait été diffusé par Agraw Imazighen à Paris. Aussitôt les spectres de l'ennemi externe, de l'impérialisme, etc. refirent surface* ».

La fin de la peur

L'incroyable nouveauté portée par une génération qui, comme leurs aînés des pays de l'Europe de l'Est, est entrée en dissidence, a été, si ce n'est de faire tomber la peur, à tout le moins de la surmonter. Elle n'était pas à changer de camps,

mais l'incertitude gagna des autorités déconcertées devant cette jeunesse qui contestait à visage découvert, assumant une désobéissance civile publique et résolument pacifique. Elle s'octroyait même un droit d'inventaire de la génération de la guerre d'indépendance. Double sacrilège pour des esprits imbus d'une légitimité – réelle ou usurpée – et imprégnés d'un modèle patriarcal appliqué au champ du politique.

La peur déclinait au point d'anticiper les arrestations et de retourner les procès à venir en acte d'accusation des autorités elles-mêmes. « *Nous savions que nous serions arrêtés* » écrit Saïd Sadi : « *en moins de deux mois, nous avons brisé la peur qui avait tétanisé le peuple algérien dès le lendemain de l'indépendance. Une nouvelle forme de lutte était née et la question amazighe ne serait plus jamais un appendice du combat démocratique mais son acte fondateur. C'est exactement dans cet état d'esprit qu'avec M. Lounaoui, R. Halet, S. Khellil, M. Sitet, I. Reddad et quelques autres nous préparions nos ar-*

restations, car il fallait éviter de laisser le pouvoir utiliser ses médias pour faire avouer « crime contre la révolution » comme ce fut le cas par le passé. »

En avril 80, « *un tabou venait de sauter* » résume Hend Sadi, libérant le champ des possibles, des contestations à venir, déplaçant aussi la lutte sur le terrain juridique au nom même du respect des lois et de certains droits garantis. Avril 80 conduira à la création de la première Ligue des Droits de l'Homme en Algérie.

« *Maintenant, il appartient peut-être à la génération d'aujourd'hui d'inventer son combat*, écrit Saïd Khellil. *Il y a des choses à faire, énormément. Elle peut être critique à l'égard de ce que nous avons fait et dire que là c'est une avancée, là un recul. Le 20 avril ne doit pas donner lieu à des commémorations seulement mimétiques* ». MH

Les citations sont toutes extraites de Tiddukla n° 11 de décembre 1990 et d'Actualités et culture berbères, n°32/33 du Printemps 2000, magazines de l'ACB.

Repères chronologiques

18 avril – 14 juin 2001- Tafsut taberkant / Le Printemps noir

18 avril. A deux jours de la commémoration du Printemps berbère, Massinissa Guermah, un jeune lycéen âgé de 18 ans, est assassiné dans les locaux de la gendarmerie de Beni Douala. Cet événement est l'élément déclencheur de la révolte kabyle. La population riposte et cible tout particulièrement les brigades de gendarmerie, accusées d'« *abus de pouvoir* » et d'atteinte à l'« *honneur des villageois* ».

21 avril. La gendarmerie d'Amizour interpelle trois élèves en route pour le stade municipal.

23 avril. Des milliers de citoyens affluent vers Amizour. De violentes émeutes dénoncent les injustices et les abus d'autorité. Les forces de l'ordre (notamment la gendarmerie nationale) tirent à balles réelles sur les collégiens et les lycéens qui forment le gros des manifestants. Au soir du 28 avril, on dénombre plus d'une quarantaine de morts et des centaines de blessés.

30 avril. Le président Bouteflika installe une commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie, dite Commission Issad, qui ne rendra qu'un rapport préliminaire le 29 juillet, faute de réunir les conditions « *pour nous permettre de poursuivre notre mission plus avant* » déclarera Mohand Issad.

Avril & mai. Le mouvement s'organise autour des comités de villages et de quartiers sous la forme d'une organisation sociale et politique dite des « *arouch* » ou « *âarchs* ».

17 mai. Mise en place, à l'échelle de la wilaya de Tizi-Ouzou, d'une Coordination des âarchs, daïras et communes (CADC) à Illoula Oumalou.

Mai. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre sont de plus en plus violents. La répression meurtrière s'accompagne de pillages, de provocations, humiliations, atteintes à la dignité...

4 juin. Première rencontre inter-wilayas qui regroupe les coordinations de toutes les wilayas du centre du pays.

11 juin. Réunis à El Kseur, les représentants de sept wilayas (Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Sétif, Bordj Bou Arreridj et Alger) et des universités d'Alger rédigent la Plateforme d'El Kseur. Composée de quinze revendications, elle constitue la base du mouvement citoyen des Âarchs.

14 juin. Une marche converge vers Alger pour remettre au président Bouteflika le texte de la *Plateforme d'El Kseur*. Pour le mouvement l'application de la plate-forme d'El Kseur est « *scellée et non négociable* ». La manifestation est brutalement réprimée : 8 victimes et 130 personnes sont portées disparues. Elles seront soit retrouvées mortes, soit hospitalisées, soit placées en garde à vue.

Les affrontements se poursuivent sur plusieurs mois et se soldent par des dizaines de morts, des centaines de blessés, des arrestations suivies de tortures, d'humiliations, d'expéditions punitives et de raids nocturnes perpétrés par les

forces de l'ordre.

12 mars 2002. Le président Bouteflika annonce le retrait des gendarmes de Kabylie et accorde le statut de « *langue nationale* » à tamazight (elle deviendra « *langue officielle* » en 2016).

Octobre 2003. Le nouveau chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, rouvre les discussions avec les âarchs. Une grande partie des revendications de la *Plateforme d'El Kseur* sont accordées.

Le bilan du Printemps noir s'élève selon la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme à 126 morts et plus de 5000 blessés. Aujourd'hui encore, les familles des victimes réclament justice. Revendiqués dès le mois de mai 2001, l'indemnisation et le statut de martyr pour les victimes de la répression et le jugement des gendarmes coupables par des tribunaux civils, restent lettre morte.

